

## **Comment les politiques conjoncturelles peuvent-elles agir sur les fluctuations économiques ?**

A l'heure où le FMI vient de publier un rapport admettant que les politiques d'austérité menées en Europe ont exercé un effet dépressif sur l'économie européenne bien plus important que les prévisions des modèles, on peut se demander si des politiques conjoncturelles de relance ne seraient pas nécessaires à l'économie européenne.

Les politiques conjoncturelles sont des politiques économiques de court terme et qui cherchent à lutter contre les déséquilibres de l'économie. Ces politiques peuvent donc agir sur les fluctuations économiques, c'est-à-dire l'ensemble des mouvements de ralentissement ou d'accélération du rythme de la croissance économique, voire parfois de baisse du PIB. On se demandera quels sont les outils des pouvoirs publics pour mener à bien ces politiques. Il nous faudra analyser le rôle de la politique budgétaire par laquelle l'Etat agit en creusant ou en résorbant le déficit budgétaire et également celui de la politique monétaire aux mains de la Banque centrale qui agit sur la quantité de monnaie en circulation. Dans quel cas une politique de relance est nécessaire ? Et à l'inverse dans quel cas faut-il privilégier une politique de stabilisation ?

Nous centrerons notre étude sur les pays développés en analysant notamment la situation des 10 dernières années aux Etats-Unis et dans la zone euro. Ces deux zones n'ont pas appliqué le même type de politiques dans la période récente, il sera donc intéressant de les comparer.

D'abord, nous verrons comment les politiques conjoncturelles de relance peuvent stimuler la croissance en période de récession (1). Puis, nous analyserons le rôle des politiques de stabilisation pour lutter contre l'inflation (2).

\*\*\*

### **1. Les politiques conjoncturelles de relance peuvent stimuler la croissance en période de récession**

Nous analyserons les deux outils que les pouvoirs publics peuvent mobiliser pour mener des politiques de relance et lutter contre la récession. Nous commencerons par analyser le rôle de la politique budgétaire (1.1.), puis nous verrons que la politique monétaire peut également être un outil pour relancer l'économie (1.2.).

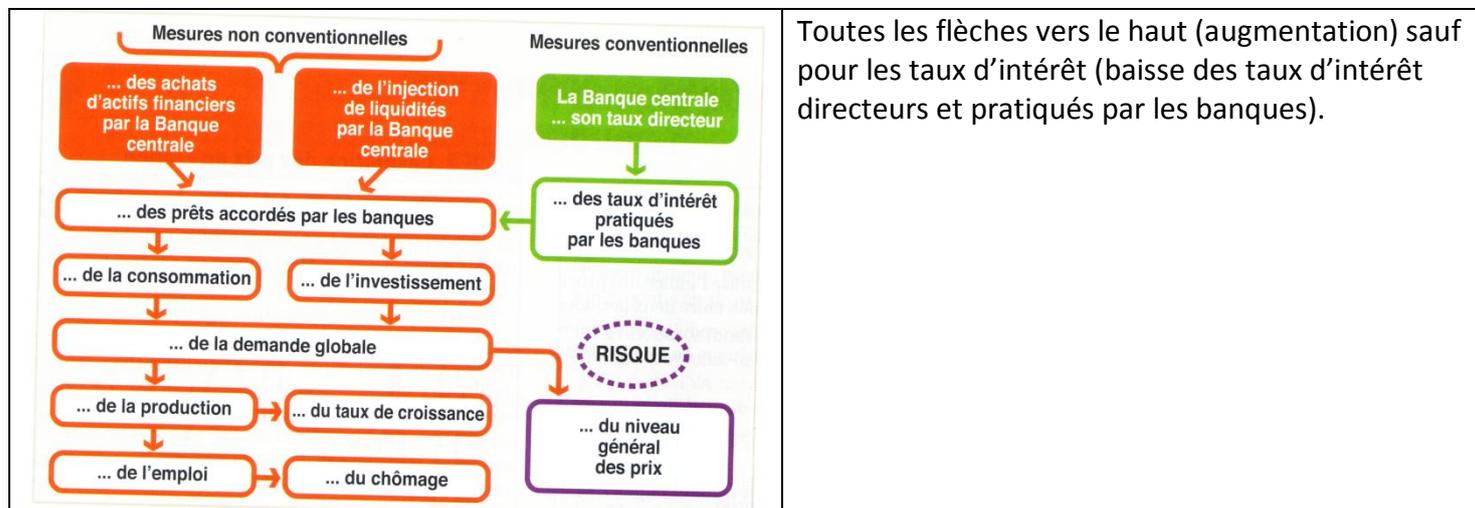
#### **1.1. Les pouvoirs publics peuvent relancer l'activité économique en creusant le déficit budgétaire**

- En période de récession (souvent liée à un choc de demande négative) et d'aggravation du chômage, une politique de relance est nécessaire. Cela était le cas après la crise des subprime (doc. 4).
- Tous les pays ont creusé leur déficit budgétaire après la crise des subprime (doc. 1).
- Le pays qui a le plus creusé son déficit (Etats-Unis) est celui qui a connu la reprise la plus durable (docs. 1, 3 et 4) et qui a le mieux contenu son taux de chômage.
- Politiques contra-cycliques (récession donc on relance).
- Creusement du déficit pour stimuler la demande globale anticipée et la croissance effective. Demande anticipée → niveau de production → niveau de l'emploi → chômage
- Seul l'Etat peut relancer la demande anticipée et sortir les acteurs économiques de leurs anticipations pessimistes. Les investissements publics doivent se substituer aux investissements privés défaillants (effet multiplicateur de l'investissement). L'Etat peut aussi augmenter les prestations sociales versées aux ménages ayant la plus forte propension à consommer. Il peut également réduire les impôts pour soutenir le pouvoir d'achat et stimuler la consommation.
- Réduire l'outgap entre croissance effective et croissance potentielle.

La politique budgétaire peut donc permettre de lutter contre la récession et le chômage lorsqu'elle est utilisée pour mener des politiques de relance de l'activité économique (politique contra-cyclique). Nous allons voir à présent que les pouvoirs publics disposent d'un autre outil avec la politique monétaire.

\*

## 1.2. Les pouvoirs publics peuvent relancer l'activité grâce à une politique monétaire expansionniste



Toutes les flèches vers le haut (augmentation) sauf pour les taux d'intérêt (baisse des taux d'intérêt directeurs et pratiqués par les banques).

- Toutes les banques centrales ont mené ce type de politiques après la crise des subprime (doc. 2).
- On voit que cette politique de baisse des taux d'intérêt a été plus marquée aux Etats-Unis et au R-U que dans la zone euro (les statuts de la BCE lui donnent comme seul objectif la lutte contre l'inflation ce qui la rend toujours plus prudente que les autres banques centrales) et que leur reprise a été plus vive et plus durable (docs. 3 et 4).

\*

Lorsqu'un choc de demande négatif affecte un pays le plongeant ainsi dans la récession, les pouvoirs publics peuvent renforcer l'action des stabilisateurs automatiques en menant une politique contra-cyclique. Cette politique de soutien à la demande globale (politique de relance) qui a été menée avec plus de vigueur aux Etats-Unis que dans la zone euro a permis à ce pays de connaître une reprise plus marquée et durable. En effet ce pays a utilisé à la fois la politique budgétaire en augmentant les dépenses et en diminuant les recettes de l'Etat et la politique monétaire en rendant l'accès au crédit beaucoup plus aisé.

Nous allons voir à présent que lorsque la croissance effective est durablement proche de la croissance potentielle, ce sont plutôt des politiques de stabilisation qui doivent être menées.

\*\*\*

## 2. Les politiques conjoncturelles de stabilisation peuvent agir pour lutter contre l'inflation lorsque l'activité économique est en surchauffe

Lorsque la croissance effective se rapproche durablement de la croissance potentielle, cela peut générer des tensions inflationnistes. Cette inflation – lorsqu'elle est forte – peut engendrer un déficit extérieur et nuire au pouvoir d'achat des ménages. Dans cette situation, les pouvoirs publics peuvent mener des politiques de stabilisation. Là encore, les pouvoirs publics disposent de deux outils : la politique budgétaire (2.1.) et la politique monétaire (2.2.).

## 2.1. Les pouvoirs publics peuvent freiner l'activité en résorbant le déficit budgétaire

- Cas de la Pologne (doc. 5).
- Lorsque la croissance effective est supérieure à la croissance potentielle (ce qui peut provenir d'un choc de demande positif), c'est-à-dire que la demande peut rester dynamique alors que l'on se rapproche ou que l'on atteint le plein emploi des ressources productives, cela signifie que l'économie est en surchauffe. Elle produit trop par rapport à ce que son potentiel lui permet vraiment. Il faut donc stabiliser l'économie en freinant la demande. C'est un problème de ce type que rencontre régulièrement la Chine lorsque sa croissance s'accélère, mais si les tensions inflationnistes et les tensions sociales sont bien là, la Chine a maintenu une politique de maintien d'un fort excédent commercial extérieur. La plupart des observateurs considèrent que la poursuite de cette politique n'est pas soutenable.
- L'Etat peut alors chercher à réduire son déficit budgétaire en limitant ses dépenses et en augmentant les impôts. La demande est alors freinée ce qui limite la hausse des prix et peut permettre aux entreprises de regagner de la compétitivité par rapport à leurs concurrentes étrangères.

La politique budgétaire peut être utilisée pour lutter contre l'inflation. Mais l'outil le plus efficace pour lutter contre l'inflation consiste à mener une politique monétaire restrictive. Nous allons en étudier à présent les mécanismes.

\*

## 2.2. Les pouvoirs publics peuvent lutter contre l'inflation en menant une politique monétaire restrictive

- Restreindre l'accès au crédit par la hausse des taux d'intérêt et la réduction de la quantité de monnaie mise à disposition des banques. Cela freine la demande, la croissance et permet de lutter contre la hausse des prix.
- Doc. 5.

\*

Lorsque la croissance effective est durablement proche de la croissance potentielle, cela peut générer des tensions inflationnistes. Les pouvoirs publics vont donc mener des politiques de stabilisation pour freiner l'activité économique. Les politiques budgétaire et monétaire vont donc être resserrés (résorption du déficit budgétaire et baisse de la quantité de monnaie en circulation).

\*\*\*

Les politiques conjoncturelles doivent être adaptées à la situation économique d'un pays. Les politiques de relance (creusement du déficit budgétaire et/ou baisse des taux) peuvent être utiles lorsque l'économie connaît un ralentissement de sa croissance – voire une croissance négative – et que la croissance effective est inférieure à la croissance potentielle. Il s'agira alors de soutenir la demande globale (politique contra-cyclique). En revanche, lorsque la croissance effective est durablement proche de la croissance potentielle, des tensions inflationnistes peuvent apparaître. Il faudra alors stabiliser l'activité en résorbant le déficit budgétaire et/ou en augmentant les taux d'intérêt. Là encore, il s'agit d'une politique contra-cyclique.

A ce titre, on peut émettre de fortes réserves sur la politique économique menée actuellement en Europe. Mettre en place des politiques d'austérité au moment où la récession guette et où le chômage est à un niveau très élevé (politiques pro-cycliques) risque fort de plonger durablement les économies européennes dans le marasme économique.